

Madame, Monsieur,

Pour une Manche, combative, écologique et solidaire qui nous ressemble.

Les élections territoriales auront lieu les dimanches 20 et 27 juin. Elles se dérouleront dans un contexte sanitaire inédit qui a touché chacun(e) des Manchois(e)s au cœur.

La crise a fragilisé notre tissu industriel et économique en conduisant les donneurs d'ordre de notre territoire à externaliser leur sous-traitance vers des pays à « bas-coûts », faisant payer le coût de la crise aux salariés.

Nos aînés confinés dans les EHPAD, privés d'activités culturelles et associatives, touchés fortement par le COVID, ont payé un lourd tribut dans cette crise sanitaire.

La précarité financière a fait des ravages parmi les étudiant(e)s, des sections BTS de nos lycées ou des sites universitaires de Saint-Lô et de Cherbourg en Cotentin.

Cette crise sans précédent a souligné l'incurie **des politiques menées par l'exécutif départemental**.

Les gâchis financiers comme « Manche Numérique » se traduisent par une lourde facture pour le département et les communautés de communes. 18% des Manchois sont toujours en insuffisance de connexion, une fracture numérique qui dure.

Le sous-investissement dans les politiques de solidarité, érigé en règle par la majorité départementale, a accentué la précarité et l'isolement d'un bon nombre de nos concitoyens.

Face à ces constats, des politiques d'urgence sociale, écologique et économique doivent être mises en place dès les premières semaines du prochain mandat :

- **Pour la jeunesse** par l'instauration d'un **revenu jeune**, non pas pour que « jeunesse se passe » mais que « jeunesse se fasse ». Un revenu qui permettra à chaque jeune Manchois(e) de se consacrer entièrement et librement à son avenir.
- **Pour notre tissu industriel**. Les outils de l'économie sociale et solidaire (ESS) permettront de protéger les travailleurs contre la violence de la crise. Ils permettront de conserver la richesse de nos savoir-faire industriels afin d'engager notre économie dans la transition écologique.
- **Pour la valorisation et la préservation des terres agricoles. Pour un accès à un habitat de qualité pour toutes et tous** par des outils solidaires, offices fonciers solidaires, établissements publics locaux, aides à la pierre...

- **Pour les services de santé de notre département** durement éprouvés par les cures d'austérité budgétaires successives. Aujourd'hui, 40 000 Manchois sont sans médecin traitant. Nous engagerons donc, dès notre élection, un travail pour créer des centres de santé publics sur le modèle du centre Brès-Croizat de Cherbourg afin de lutter contre la désertification médicale et soulager les services hospitaliers.
- **Pour les plus vulnérables** par l'affectation immédiate de lignes budgétaires dignes de ce nom aux différents services de solidarités de notre département (ASE, APA, RSA...).

Ces politiques seront plus efficaces en croisant les échelles départementales et régionales. Les élections qui arrivent sont déterminantes pour l'avenir de nos territoires. C'est pourquoi les candidat(e)s de la **Manche combative, écologique et solidaire** soutiennent et s'engagent également aux côtés de la liste conduite par **Sébastien Jumel** pour les élections régionales.

CES ÉLECTIONS SERONT AUSSI L'OCCASION D'ENVOYER UN MESSAGE AU GOUVERNEMENT MACRONISTE ET DE SIGNIFIER NOTRE REJET DE L'EXTRÊME DROITE.



Corinne BARBET

52 ans

Documentaliste

Jacky RIHOUEY

69 ans

Conseiller municipal de Saint-Lô

Rassemblement de la gauche combative, républicaine et écologiste

soutenu par la France insoumise le Parti communiste français et le Parti radical de gauche



Sylvie BONNAUDIN
63 ans
Militante associative
Remplaçante

Les candidat.e.s issu.e.s de l'actuelle majorité départementale, de Droite, sont, qu'ils l'assument ou non, comptables et solidairement responsables des décisions prises au sein de l'assemblée départementale et de ses diverses instances de décision. Tout laisse à penser que la Présidence du Conseil Départemental, empêtrée dans les procédures judiciaires, sans réelle opposition, a navigué à vue tout au long du dernier mandat.

Les personnels concernés semblent bien être les seuls à s'en inquiéter et à souffrir de l'instabilité qu'ont générée toutes ces affaires. Au-delà de ces mésaventures, l'ensemble de la gestion de nos responsables départementaux tend à faire des ressources de subsistance des personnes fragilisées sa variable d'ajustement budgétaire privilégiée. L'acharnement du sénateur-conseiller départemental Philippe BAS contre des Manchois auxquels le Département refuse leur droit légal au RSA est symptomatique de cette politique pour le moins réactionnaire.

13 mesures sanitaires, sociales, économiques et écologiques d'urgence

À rebours de cette surenchère sur les politiques antisociales du Gouvernement, nous voulons :

- **Créer un réseau départemental de Centres de santé recrutant des médecins et des auxiliaires médicaux salariés**, en lien avec la Région et, pour notre secteur, la Ville de Saint-Lô et Saint-Lô Agglo ;
- **Moderniser nos EHPAD et développer l'offre publique dans ce secteur**. Les doter du personnel suffisant, bien formé et rémunéré en conséquence, pour remplir leur mission (1 professionnel pour 1 résident) ;
- **Augmenter le financement des heures d'aide à domicile**, avec la participation de l'État à la hauteur des engagements pris. L'aide à domicile doit permettre vraiment le maintien chez elles des personnes âgées ;
- **Réduire drastiquement le reste à charge des résidents des EHPAD**, ainsi que des personnes âgées ayant recours à l'aide à domicile. Elles ne doivent pas en être exclues par manque de ressources ;
- **Calquer les formations et les rémunérations des personnels de l'aide à domicile** sur celles des personnels des EHPAD publics ;
- **Réduire aux 4 mois légaux le délai de traitement des demandes près de la Maison de l'Autonomie** (actuellement plus d'un an). Procéder aux recrutements nécessaires pour atteindre cet objectif ;
- **Contribuer à un nouveau départ pour le Point Fort Environnement** aux côtés des Communautés de Communes concernées dans le cadre du plan national de relance de l'état ;
- **Développer les modes de déplacement doux et collectifs** (train, bus, vélo) pour qu'ils répondent aux besoins privés et professionnels des habitants. Favoriser le retour au ferroutage pour le transport des marchandises (en collaboration avec la Région). Améliorer les infrastructures routières existantes tout en préservant les espaces naturels et les terres agricoles ;
- **Soutenir la production agricole de qualité**, notamment dans une démarche de conversion bio ;
- **Développer la consommation des produits de qualité et locaux, si possible bio** dans la restauration collective et scolaire ;
- **Attribuer un cartable numérique à chaque élève entrant au collège** en lui garantissant les moyens de se connecter aux réseaux de l'Éducation Nationale. D'une manière générale, la gratuité de l'enseignement doit être la règle. De même pour le transport et la restauration scolaires ;
- **Favoriser l'accès à la culture et au sport pour tous** en nous appuyant sur les structures publiques existantes, sur les associations et sur les artistes locaux ;
- **Soutenir l'emploi et les PME**. La sauvegarde de nos entreprises en difficulté doit s'appuyer prioritairement sur la satisfaction des besoins de nos territoires, de la Commune à la Région, regroupés en régie.



Jean-Louis DELAUNE
64 ans
Militant syndical
Remplaçant

Rassemblement de la gauche
combative,
républicaine et écologiste

Corinne BARBET
Jacky RIHOUEY